

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (Liberté - Égalité - Fraternité) DÉPARTEMENT DE LOIR-ET-CHER

Deuxième Circonscription

Élections Législatives du 12 Mars 1978

UNION DE LA MAJORITÉ

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Au-delà des querelles et de l'agitation, il existe des faits.

Le bilan présenté par les Gouvernements de la Vᵉ République depuis la grande impulsion donnée par le Général de Gaulle, poursuivie par Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, est positif ; la France est maintenant dans le peloton de tête des pays industrialisés.

Notre équipement sportif est un des premiers du monde.

Nos établissements hospitaliers rénovés et accueillants : C.H.R de la Source, C.H.U. de Tours, Hôpitaux de Blois, de Romorantin, de Saint-Aignan et le dernier en date, celui de Selles-sur-Cher, honorent ceux qui ont participé à leur réalisation.

Huit millions de logements sociaux ont été construits.

Trois mille cinq cent kilomètres d'autoroutes existent maintenant (200 kms en 1958), car il y a trois fois plus de voitures particulières.

Notre agriculture, modernisée dans ses structures et mécanisée, peut actuellement – c'est certain – répondre aux espérances que la Nation met en elle.

Notre industrie, en difficile mais pleine mutation, résiste au coup par coup aux assauts de la concurrence étrangère.

La couverture sociale s'est considérablement accrue.

Le pouvoir d'achat des Français a doublé en vingt ans.

Les réserves d'or et de devises de la Banque de France (inexistantes en 1958) permettent à notre franc de résister à la tempête monétaire.

Ces résultats spectaculaires n'ont pas été obtenus sans un effort considérable fourni par toutes les Françaises et tous les Français. Est-ce vraiment le moment de remettre entre les mains des socialo-communistes notre beau Pays aux institutions solides et de perdre en quelques mois, pour de vaines promesses électorales, le fruit de vingt ans d'effort ; je ne le crois pas.

Je suis au contraire persuadé qu'il faut poursuivre l'effort entrepris ; d'abord pour résorber le chômage (fléau importé chez nous par des pays à la main d'œuvre mal payée et aux couvertures sociales inexistantes) et ensuite pour continuer de réduire les inégalités trop flagrantes entre les partenaires sociaux. C'est dans ces actions que je me propose de servir encore au niveau national.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

POUR NOTRE CIRCONSCRIPTION, après avoir apporté à tous sans distinction et aux communes en particulier mon concours le plus entier, je regarde l'œuvre accomplie avec bonne conscience ; elle est loin pourtant d'être terminée.

POUR NOTRE AGRICULTURE il faut mener à son terme le programme hydraulique obtenu par l'action de tous et que m'avait promis le Ministre lors du débat sur l'agriculture ; il a tenu sa promesse, à nous de la concrétiser. Il faut aussi intensifier l'aide aux groupements de toute nature et en créer d'autres ; repenser le problème du foncier pour les jeunes et leur fournir les moyens d'installation ; accélérer et augmenter les plans de développements.

POUR LA VITICULTURE il faut continuer les encépagements de qualité ; interdire la replantation d'hybride, mais laisser s'éteindre sans heurt celles qui existent eucore ; s'opposer à la taxe à la bouteille, tant que le pourcentage de commercialisation par ce moyen n'aura pas atteint au moins 50 % de la production (il n'est que de 10 % actuellement) ; mettre « l'homme vin » uniquement au service de la promotion des ventes ; enfin autant que faire se peut, entreprendre avec patience, mais opiniatreté, une œuvre de remembrement volontaire.

POUR NOTRE ZONE RURALE il m'apparait essentiel de penser enfin sérieusement aux implantations dans les endroits les mieux adaptés de petites industries agro-alimentaires qui auraient pour double avantage, d'abord de régulariser et faciliter le marché agricole et ensuite de redonner vie à nos campagnes.

POUR GARDER NOS ÉCOLES, serait-il inconscient de penser à conserver les enfants (je suis certain que la qualification des Maîtres le permet) jusqu'à la cinquième et pousser l'enseignement de nos collèges jusqu'à la seconde ?

Pour conserver la population dans nos campagnes, il faut continuer une politique hardie du **logement** ; accélérer la distribution des permis de construire et des permis de lotir ; augmenter la capacité d'accueil en réalisant de nouveaux logements sociaux (il n'y a pas d'exemple qu'un seul de ceux-ci, construits dans nos campagnes, soit inoccupé). C'est la seule solution pour redonner du travail à nos entrepreneurs en bâtiment et, par voie de conséquence, aux industries d'ameublement et d'équipement intérieur (appareils ménagers et sanitaires - Selles).

POUR NOS ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES, il faut augmenter d'une manière résolue (et non pas ambigüe comme le propose le Programme Commun) l'effort de défense pour continuer à alimenter en travail nos Établissements de PRUNIERS, de SALBRIS, de CHEVAUX, MATRA, etc... et se préoccuper de terminer complètement la réforme de la fonction militaire qui a pénalisé certains officiers et sous-officiers.

SUR LE PLAN GÉNÉRAL enfin, il est nécessaire de revoir le régime des retraites des agriculteurs, des commerçants, des artisans et des professions libérales ; de donner à leurs épouses la place qui leur revient dans l'activité de tous les jours, tant sur le plan social que juridique et d'assurer à toutes les femmes privées de leur époux une sécurité qui leur manque cruellement aujourd'hui.

Il est aussi nécessaire de prolonger plus profondément le texte sur les handicapés, voté le 30 juin 1975, qui traite l'ensemble de leurs problèmes.

Il importe de rechercher l'égalité entre les générations d'Anciens Combattants.

Il faut également augmenter le minimum vieillesse et le rapprocher le plus possible du S.M.I.G. (70 %) ; l'indexer sur celui-ci et poursuivre l'effort pour que le S.M.I.G. augmente plus rapidement encore que les autres salaires (qui ne le souhaiterait pas ?...) sans déséquilibrer un système économique déjà fragile.

BEAUCOUP D'AUTRES CHOSES resteraient à dire : améliorations à apporter dans les rangs des fonctionnaires (des Impôts en particulier) ; révision concernant les zones primables pour l'industrie ; le statut des sociétés de développement régional ; le système déplorable des contrôles, etc... La place manque ici pour en traiter.

UNE CHOSE EST NÉCESSAIRE pour garder l'acquit et aller de l'avant : L'EFFORT COLLECTIF. — Sans cela pas d'amélioration du sort de nos anciens, pas d'augmentation du niveau de vie, pas de résorption du chômage. Le reste est mensonges et promesses électorales. Ceux qui vous les font n'ont qu'une ambitition, PRENDRE LE POUVOIR sans se préoccuper du lendemain.

Pour nous, Républicains, notre ambition a toujours été la grandeur de la France et le bonheur des Français.

Celui-ci ne peut s'exprimer que dans la liberté des choix essentiels, de son école, de son médecin, de son métier.

Je suis aujourd'hui le seul représentant de tous les Partis de la Majorité qui apportent leur soutien au Président de la République ; c'est une marque de confiance qui m'honore

Vous me connaissez, je n'ai pas failli à ma tâche.

Je vous demande une nouvelle fois, Solognots, habitants de la Vallée du Cher, du Val de Loire, de me renouveler votre confiance pour continuer, sérieusement et sans relâche, l'œuvre entreprise.

VOTEZ, DÈS LE 12 MARS, MASSIVEMENT pour

Roger CORREZE

Candidat unique de la Majorité



Michel GIRARD
Suppléant

IMPRIMERIE CENTRALE - ROMORANTIN

Sciences Po / fonds CEVIPOF